



Aiacciu, u 25 di sittembre di u 2018

*U Presidente*

## Cumunicatu di stampa

**Jean-Guy Talamoni, Presidente di l'Assemblea di Corsica**

---

### Réaction face à la multiplication des violences

La Corse connaît, tout particulièrement depuis un mois, une montée de la criminalité se caractérisant par une multiplication d'agressions très violentes contre les personnes, et ce en milieu rural comme en milieu urbain. 1

Ces événements suscitent à juste titre un émoi considérable dans la société corse qui se refuse à sombrer dans le quotidien d'une banlieue résignée.

Les causes profondes de l'insécurité sont multiples. Elles relèvent de la dislocation du lien social et du recul des solidarités anciennes, qui accentuent la précarité, terreau de la criminalité. La montée des communautarismes, aggravée par des choix fautifs en matière d'urbanisme, d'aménagements commerciaux, de politique éducative et linguistique favorise alors le repli sur soi, la ghettoïsation et la radicalisation au détriment de l'intégration sociale et culturelle. Dès lors, toutes nos politiques doivent agir dans le sens de la prévention et de la lutte contre ces dérives qui mettent à mal notre manière de vivre. À cet égard, notre majorité doit encore accroître ses efforts en faveur de la solidarité et de la justice sociale.

Car si cette évolution de la société corse est perceptible depuis des années, ses conséquences se font sentir de plus en plus lourdement.

Il appartient donc à tous les élus de s'en préoccuper, même si les pouvoirs en matière de sécurité relèvent exclusivement de la responsabilité de l'Etat.

Pour ma part, je m'associe naturellement aux différentes manifestations de condamnation de ces violences et je demande aux services de l'Etat de faire toute la lumière sur ces agissements.

CONTACT PRESSE :

Anne Martinetti-Squarcini – 06 07 05 94 90 – [anne.martinetti-squarcini@isula.corsica](mailto:anne.martinetti-squarcini@isula.corsica)  
[www.isula.corsica/assemblea](http://www.isula.corsica/assemblea)



Force est de constater que l'usage, de plus en plus répandu, de stupéfiants facilite le passage à l'acte. Ayant sollicité différents ministres sur le sujet, je n'ai reçu qu'une seule réponse du ministre de l'éducation par un courrier présentant un catalogue d'actions manifestement inopérantes.

Dans le même esprit et sur un plan plus global, j'ai formulé la proposition d'inviter la Préfète de Corse à venir présenter l'action de l'Etat dans l'île. Je réunirai la conférence des présidents le vendredi 28 septembre afin d'interroger les différentes sensibilités de l'Assemblée quant à cette proposition qui pourrait donner lieu à une audition le plus rapidement possible, compte tenu des développements actuels de la situation.

J'adresse enfin aux victimes un message de solidarité, tant à titre personnel qu'au nom des institutions de l'île.

Puisse l'idée que nous nous faisons tous de la Corse, nous conduire à une prise de conscience collective et intelligente dépassant le seul sentiment d'indignation.